

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F 90 — 2018

12 JUILLET 1990. — Décret organisant l'agrément  
et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er. § 1er.** Les services d'aide précoce aux enfants handicapés ont pour mission générale :

1° d'apporter une aide éducative par des interventions individuelles, principalement à domicile, aux enfants atteints d'un handicap avéré, mental, physique ou sensoriel, et ce depuis la naissance jusqu'à l'âge de six ans;

2° de fournir à la famille des enfants handicapés, dès la connaissance du handicap, une aide éducative, sociale et psychologique, afin de la rendre plus apte à résoudre les difficultés liées au handicap et de favoriser ainsi le développement optimal de l'enfant dans son cadre naturel de vie;

3° de promouvoir la prévention et le dépistage des handicaps de toute nature avant, pendant et après la grossesse, et de s'associer ou de collaborer à toute initiative ayant cet objet.

§ 2. Les services d'aide précoce spécialisés dans l'aide aux enfants atteints d'un type déterminé de handicap peuvent en outre contribuer à la formation d'équipes d'aide précoce, collaborer à la recherche en matière d'aide précoce, récolter et diffuser des informations sur la ou les déficiences.

§ 3. Pour l'application du présent décret, le mot « famille » désigne la ou les personnes, parentes ou non d'un enfant handicapé, qui élèvent celui-ci.

**Art. 2.** L'Exécutif de la Communauté française peut agréer les services d'aide précoce qui satisfont aux conditions ci-après :

1° s'inscrire dans le cadre de la programmation de la politique d'accueil des personnes handicapées, définie par l'Exécutif;

2° être organisés par une autorité publique ou par une association sans but lucratif;

3° avoir leur siège dans la Région de langue française ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, pour autant qu'en raison de leur organisation ils puissent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française;

4° disposer d'une équipe pluridisciplinaire minimale dont la composition en nombre et en qualification est fixée par l'Exécutif, et dont les membres sont dotés d'une formation spécialisée en rapport avec les types de handicaps auxquels ils s'adressent;

5° disposer d'un local adéquat pour assurer le secrétariat, l'accueil des enfants et des familles et une permanence téléphonique.

**Art. 3.** Tous les membres de l'équipe doivent justifier d'une formation et d'une expérience utiles et s'engager à suivre des cycles de formation continuée.

La qualité de membre du personnel est incompatible avec celle de membre du pouvoir organisateur.

**Art. 4.** Les services agréés doivent :

1° respecter les convictions politiques, philosophiques ou religieuses des familles bénéficiaires;

2° assurer le respect du secret professionnel;

3° se soumettre aux évaluations et contrôles effectués par les services d'inspection.

**Art. 5.** Les services d'aide précoce n'interviennent qu'à la demande des familles.

L'octroi des prestations est subordonné à la production par la famille bénéficiaire d'un document attestant le ou les handicaps avérés et délivré selon le cas :

1° par un service hospitalier agréé;

2° par un service reconnu par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

3° par un médecin;

4° par un service de consultation de l'Office de la naissance et de l'enfance;

5° par un service agréé en vertu de l'arrêté de l'Exécutif du 10 mai 1984 portant agrément des services spécialisés habilités à délivrer le rapport sur la base duquel s'effectue le placement des personnes handicapées, fixant les critères auxquels doit répondre ledit rapport.

Les prestations ne sont pas accordées à l'enfant qui bénéficie des structures agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

**Art. 6.** L'agrément peut être retiré au service qui ne remplit plus les conditions requises ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent.

L'Exécutif détermine la procédure d'agrément et de retrait d'agrément des services.

L'Exécutif fixe les règles de fonctionnement des services d'aide précoce et de collaboration de ces services avec les autres institutions, services et personnes agréés poursuivant le même objet.

**Art. 7.** Il est institué une commission de coordination de l'aide précoce qui a pour mission :

1° de donner à l'Exécutif des avis sur les demandes d'agrément;

2° de donner à l'Exécutif soit d'initiative, soit à sa demande, des avis sur les normes d'encadrement;

3° de faire des recommandations entre autres sur :

a) la coordination des activités du secteur;

b) la gestion de la formation des équipes visées à l'article 2, 4°;

c) la prévention en matière de handicap et la recherche en matière d'aide précoce.

(1) Session 1989-1990 :

Documents du Conseil. — N° 141, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; n° 3 : Amendement.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 juillet 1990.

Art. 8. § 1er. La commission de Coordination est composée :

- 1° de deux membres du service de la Communauté chargé des affaires sociales;
  - 2° de deux membres du service de la Communauté chargé de la santé;
  - 3° d'un représentant de l'Office de la naissance et de l'enfance;
  - 4° de quatre représentants des associations de parents d'enfants handicapés choisis sur une liste double présentée par ces associations dont :
    - deux pour les handicapés mentaux;
    - un pour les handicapés physiques;
    - un pour les handicapés sensoriels;
  - 5° de trois membres du personnel scientifique ou académique des universités ou des établissements universitaires experts en matière d'aide précoce aux enfants handicapés;
  - 6° de quatre personnes justifiant d'une expérience particulière dans l'aide précoce aux enfants handicapés;
  - 7° d'un représentant du Fonds national de reclassement social des handicapés;
  - 8° d'un représentant du membre de l'Exécutif qui a les affaires sociales dans ses attributions;
  - 9° d'un représentant du membre de l'Exécutif qui a la politique de la santé dans ses attributions;
  - 10° d'un membre de la commission de Programmation et de Consultation pour personnes handicapées;
  - 11° d'un membre du Conseil communautaire consultatif pour les personnes handicapées.
- L'Institut national d'assurance maladie-invalidité peut déléguer un représentant aux réunions de la commission; il y siège sans voix délibérative.

§ 2. Les membres visés aux 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 10° et 11° sont nommés par l'Exécutif pour une durée de quatre ans.

Les membres visés aux 8° et 9° sont désignés par l'Exécutif.

Le membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé achève le mandat de celui-ci.

§ 3. L'Exécutif nomme le président et le vice-président parmi les membres.

§ 4. Le secrétariat de la commission est confié à un fonctionnaire du service de la Communauté chargé des affaires sociales.

§ 5. La commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation à l'Exécutif.

Art. 9. L'Exécutif peut, dans la limite des crédits budgétaires, octroyer des subventions aux services agréés, selon les modalités qu'il fixe.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par l'Exécutif.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

—  
VERTALING

—  
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2018

12 JULI 1990. — Decreet houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. § 1. De diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen hebben als algemene opdracht :

1° een opvoedingshulp te verlenen door middel van individuele verstrekkingen, in hoofdzaak aan huis, aan kinderen die getroffen zijn door een bewezen mentale, lichamelijke of sensoriele handicap vanaf de geboortedag tot de leeftijd van zes jaar;

2° aan het gezin met gehandicapte kinderen, zodra de handicap gekend is, een opvoedings-, sociale en psychologische hulp verlenen, om het beter in staat te stellen de moeilijkheden die met de handicap verbonden zijn, op te lossen, en zo de optimale ontplooiing van het kind in zijn natuurlijk levensmilieu te bevorderen;

3° de preventie en de opsporing van de handicaps van alle aard vóór, tijdens en na de zwangerschap te bevorderen, en deel te nemen of mede te werken aan elk initiatief met dat doel.

(1) *Zitting 1989-1990 :*

*Stukken van de Raad.* — Nr. 141; nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nr. 3 : Amendement.  
*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 juli 1990.

§ 2. De diensten voor vroegtijdige hulpverlening, gespecialiseerd in hulpverlening aan kinderen die door een bepaalde handicap getroffen zijn, kunnen bovendien bijdragen tot de vorming van ploegen voor vroegtijdige hulpverlening, medewerken aan onderzoek inzake vroegtijdige hulpverlening, inlichtingen inwinnen en verstrekken over de handicap(s).

§ 3. Voor de toepassing van dit decreet, duidt het woord « gezin » de persoon (personen) aan, die al dan niet bloedverwant(en) van een gehandicapt kind is (zijn) en die dat kind grootbrengt (grootbrengen).

Art. 2. De Executieve van de Franse Gemeenschap kan de diensten voor vroegtijdige hulpverlening erkennen die voldoen aan de hierna vermelde voorwaarden :

1° deelnemen aan de programmatie van het beleid inzake opmerking van de gehandicapten, bepaald door de Executieve;

2° georganiseerd worden door de overheid of door een vereniging zonder winstoogmerk;

3° hun zetel in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad hebben, voor zover zij, wegens hun organisatie, kunnen worden beschouwd als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap;

4° beschikken over een minimale pluridisciplinaire ploeg waarvan de samenstelling in getal en kwalificatie door de Executieve wordt vastgesteld, en waarvan de leden een gespecialiseerde opleiding hebben genoten die gericht is op de typen van handicaps waarmee ze geconfronteerd zijn;

5° beschikken over een lokaal dat geschikt is om het secretariaat waar te nemen, de kinderen en gezinnen te onthalen en telefoonwacht te houden.

Art. 3. Alle leden van de ploeg moeten het bewijs leveren dat ze een nuttige opleiding en een nuttige ervaring hebben, en zich ertoe verbinden cyclussen van voortgezette opleiding te volgen.

De hoedanigheid van personeelslid is onverenigbaar met die van lid van de inrichtende macht.

Art. 4. De erkende diensten moeten :

1° de politieke, filosofische of godsdienstige opvattingen van de begunstigde gezinnen eerbiedigen;

2° de regels inzake beroepsgeheim in acht nemen;

3° zich onderwerpen aan de evaluaties en controles die door de inspectiediensten worden verricht.

Art. 5. De diensten voor vroegtijdige hulpverlening verlenen hulp alleen op verzoek van de gezinnen.

Om een verstrekking te kunnen genieten, moet het begunstigde gezin een document overleggen dat de handicap(s) bewijst en dat, naar gelang van het geval, wordt afgeleverd door :

1° een erkende ziekenhuisdienst;

2° een dienst erkend door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° een arts;

4° een consultatiedienst van de « Office de la naissance et de l'enfance » (Dienst voor geboorte en kindervelzijn van de Franse Gemeenschap);

5° een dienst erkend krachtens het besluit van de Executieve van 10 mei 1984 houdende erkenning van de gespecialiseerde diensten die gemachtigd zijn het rapport uit te brengen op grond waarvan de gehandicapten worden geplaatst, tot bepaling van de criteria waaraan voornoemd rapport moet voldoen.

De verstrekkingen worden niet verleend aan het kind dat wordt opgenomen in voorzieningen erkend door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Art. 6. De erkenning van de dienst die niet meer voldoet aan de vereiste voorwaarden of die de hem opgelegde verplichtingen niet nakomt, kan worden ingetrokken.

De Executieve bepaalt de procedure voor de erkenning en de intrekking van de erkenning van de diensten.

De Executieve stelt de regels vast voor de werking van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en de samenwerking van deze diensten met de andere erkende instellingen, diensten en personen die hetzelfde doel hebben.

Art. 7. Er wordt een coördinatiecommissie voor vroegtijdige hulpverlening ingesteld, die als opdracht heeft;

1° aan de Executieve adviezen over de aanvragen om erkenning uit te brengen;

2° aan de Executieve, hetzij op initiatief van de commissie hetzij op aanvraag van de Executieve, adviezen uit te brengen over de begeleidingsnormen;

3° aanbevelingen te verstrekken, inzonderheid over :

a) de coördinatie van de activiteiten van de sector;

b) het beheer van de opleiding van de in artikel 2, 4° bedoelde ploegen;

c) de preventie inzake handicap en het onderzoek inzake vroegtijdige hulpverlening.

Art. 8. § 1. De coördinatiecommissie is samengesteld uit :

1° twee leden van de dienst van de Gemeenschap, belast met sociale zaken;

2° twee leden van de dienst van de Gemeenschap, belast met gezondheid;

3° een vertegenwoordiger van de « Office de la naissance et de l'enfance » (Dienst voor geboorte en kindervelzijn van de Franse Gemeenschap);

4° vier vertegenwoordigers van de verenigingen van ouders van gehandicapte kinderen, gekozen uit een dubbele lijst voorgedragen door deze verenigingen, onder wie :

— twee voor de mentaal gehandicapten;

— één voor de lichamelijk gehandicapten;

— één voor de sensorieel gehandicapten;

5° drie leden van het wetenschappelijk of academisch personeel van de universiteiten of universitaire instellingen die gespecialiseerd zijn in vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen;

6° vier personen die het bewijs leveren dat ze een bijzondere ervaring op het vlak van vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen hebben opgedaan;

7° een vertegenwoordiger van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;

8° een vertegenwoordiger van het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de sociale zaken behoren;

9° een vertegenwoordiger van het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort;

10° een lid van de Commissie voor Programmatie en Advies voor gehandicapten;

11° een lid van de Gemeenschapsraad van advies voor gehandicapten.

Het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering kan een vertegenwoordiger bij de vergaderingen van de commissie afvaardigen; deze is er niet stengerechtigd.

§ 2. De leden bedoeld bij 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 10° en 11° worden door de Executieve benoemd voor een periode van vier jaar.

De leden bedoeld bij 8° en 9° worden door de Executieve aangewezen.

Het lid dat ter vervanging van een ontslagnemend of overleden wordt benoemd, voleindigt het mandaat van dat lid.

§ 3. De Executieve benoemt de voorzitter en de ondervoorzitter uit de leden.

§ 4. Het secretariaat van de commissie wordt opgedragen aan een ambtenaar van de dienst van de Gemeenschap, belast met de sociale zaken.

§ 5. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Executieve voor.

Art. 9. Binnen de perken van de begrotingskredieten, kan de Executieve toelagen aan de erkende diensten toekennen, volgens door haar nader te bepalen regels.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op de door de Executieve vast te stellen datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

## ANDERE BESLUITEN

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER, MINISTERIE VAN FINANCIËN EN MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

27 JULI 1990. — Koninklijk besluit tot overdracht van personeelsleden van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting aan het Vlaamse Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 mei 1986 tot vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 1986 betreffende de overgang van de personeelsleden van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve, gegeven op 23 mei 1990;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Financiën, van Onze Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen belast met de herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in de bijlage vermelde nederlandsstalige personeelsleden van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting worden van ambtswege aan het Vlaamse Gewest overgedragen.

## AUTRES ARRÊTÉS

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE, MINISTERE DES FINANCES ET MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

27 JUILLET 1990. — Arrêté royal transférant des membres du personnel de la Société nationale du Logement à la Région flamande

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 30 mai 1986 fixant la date d'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1986 relatif au transfert des membres du personnel de la Société nationale du Logement, notamment les articles 1er et 2;

Vu l'avis de l'Exécutif flamand, donné le 23 mai 1990;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Finances, de Notre Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les membres du personnel néerlandophone de la Société nationale du Logement, dont les noms figurent en annexe, sont transférés d'office à la Région flamande.